



NPA
NOUVEAU PARTI
ANTICAPITALISTE

Contact : ecrire@npa2009.org

Consulter : <http://www.npa-auto-critique.org/>

CTR
Renault
Rueil

l'étincelle

pour la construction d'un parti des  travailleurs communiste révolutionnaire

Contact : cr@convergencesrevolutionnaires.org

Lundi 11 février 2013

Tunisie : « Le peuple veut une nouvelle révolution »

Ce slogan a rythmé les manifestations monstres de vendredi dernier pour l'enterrement de Chokri Belaïd. Un million quatre cent mille personnes ont accompagné sa dépouille dans ce petit pays de dix millions d'habitants, où toute l'activité économique était arrêtée à la faveur d'une grève générale appelée par le syndicat UGTT. Une démonstration de force de la classe ouvrière et de la jeunesse, dirigée contre les islamistes d'Ennahda au pouvoir depuis plus d'un an.

Un meurtre pour intimider les travailleurs

Chokri Belaïd n'était pas seulement un défenseur des droits de l'homme comme les médias le présentent ici. Militant syndical, il dirigeait une coalition de partis de gauche et d'extrême-gauche, accusée par le pouvoir d'encourager les sit-in, grèves et manifestations qui se sont multipliés depuis la fuite de Ben Ali il y a deux ans.

La mission du gouvernement islamiste était de mettre fin à cette agitation ouvrière qui gêne les affaires de la bourgeoisie tunisienne et internationale. C'est pourquoi, lors de son accession au pouvoir, Ennahda a reçu le soutien de tous les dirigeants des pays impérialistes, France en tête. Manuel Valls, a beau jeu de dénoncer aujourd'hui « *l'islamo-fascisme* » alors qu'à l'époque le Parti socialiste était unanime pour qualifier le nouveau gouvernement de démocratique et saluer le retour prochain d'un climat serein dans les affaires.

Si la démagogie religieuse avait suffi il y a un an pour permettre à Ennahda d'accéder au pouvoir, les prêches n'ont eu aucun effet pour mettre un terme aux combats incessants des travailleurs. Ennahda a donc choisi la manière forte, en encourageant les agissements de milices protégées par la police, les mal-nommées « *ligues de protection de la révolution* », chargées en fait de semer la terreur parmi les femmes des quartiers pauvres, d'attaquer les piquets de grève et les sit-in de chômeurs.

En décembre dernier, ces bandes ont attaqué le siège de l'UGTT à Tunis avec les encouragements du gouvernement, le chef du parti islamiste appelant à « *lancer des avis de recherche pour purger tous les locaux de l'union syndicale* ». L'assassinat de Chokri Belaïd s'inscrit dans la lignée de ces provocations directement orchestrées par le pouvoir pour faire rentrer les travailleurs dans le rang.

Retour de bâton bien mérité

Mais les explosions de colère spontanées et la grève générale de vendredi, particulièrement suivie dans les régions déshéritées du centre où les islamistes avaient pourtant fait leurs meilleurs scores il y a un an, ont révélé que la classe ouvrière est loin de céder à la terreur. Bien au contraire, c'est le gouvernement qui est en pleine crise : le premier ministre annonce un remaniement, contre l'avis du chef de son parti, lui-même opportunément réfugié à Londres.

Face à cette débâcle, la bourgeoisie tunisienne et internationale se précipite pour proposer une solution de rechange : il faudrait une « *union nationale* », un dialogue entre tous les partis, pour « *en finir avec la violence politique* ». En tête de gondole de l'opposition respectable, une alliance de partis dits démocratiques, qui regroupe en réalité des cadres de l'ancienne dictature.

Il faut une deuxième révolution

Ce n'est pas un nouvel accord conclu entre des partis bourgeois, religieux ou laïcs, au nom du « *dialogue national* » qui pourrait apporter des réponses aux revendications démocratiques et sociales des Tunisiens. Alors que le patronat est à l'offensive en licenciant à tour de bras et en faisant augmenter les prix de plus en plus vite pour compenser les hausses de salaires obtenues par les nombreuses grèves, comment imaginer qu'une coalition de partis représentant ses intérêts pourrait apporter quoique ce soit aux exploités ?

Au contraire, comme le scandaient les foules vendredi dernier, il faut une deuxième révolution, sociale cette fois-ci. Pas seulement pour faire déguerpir les dictateurs du moment, mais pour en finir avec la misère et les patrons qui l'entretiennent et en profitent.

Good morning Goodyear !

Ce mardi 12 février, les salariés Goodyear d'Amiens Nord viennent manifester à partir de 8h30 juste à côté de chez nous, devant le siège de leur entreprise, 8 rue Lionel Terray

Ils manifestent au moment de la réunion du CCE, contre les 1 250 licenciements annoncés avec la fermeture de leur usine. Il y a quelques années ils avaient déjà eu droit au chantage que Renault nous impose aujourd'hui : accepter des sacrifices sur les conditions de travail et les salaires, soi-disant pour préserver l'emploi. Et maintenant on les met dehors.

Leur lutte, c'est la même que la nôtre, celle des ouvriers de Citroën et de tous les autres salariés menacés de suppression d'emploi.

Accords Renault : la mobilisation se poursuit

Mardi 29 janvier, pendant que se tenait une nouvelle réunion sur l'accord de compétitivité, des salariés ont débrayé à Douai (1/3 des effectifs), à Flins, au Mans, à Sandouville, à Choisy, à Cléon, où 840 salariés ont fait grève toute la journée et ont reçu la visite de 150 salariés de PSA en grève contre la fermeture d'Aulnay.

La semaine suivante, des débrayages et des rassemblements ont eu lieu le mardi ou le jeudi selon les sites. Ce mardi 12 février, la direction du groupe prétend boucler les accords. C'est mal parti : de nouveaux mouvements sont prévus sur les sites Renault, aujourd'hui même ou jeudi, jour de l'annonce des résultats financiers. Pour sa mobilité forcée, son blocage des salaires et 8 200 suppressions de postes, personne n'est d'accord. On saura lui faire sentir.

Poudre aux yeux

Pour tenter d'arracher les signatures de son accord de compétitivité, la direction promet en échange de produire en France 100 000 véhicules Renault de plus. Ils étaient déjà programmés : Trafic à Sandouville, nouveaux Scénic à Douai... Comme l'étaient les 80 000 véhicules partenaires promis : 35 000 Citan Mercedes sont prévus à Maubeuge en plus du Kubistar (Kangoo badgé Nissan), du nouveau Master badgé Nissan à Batilly.

Des promesses qui ne coûtent donc rien.

Courage, fuyons !

Jeudi dernier, Billig, le directeur de l'ingénierie mécanique et véhicule, devait visiter avec Tavarès les bancs d'essais de Lardy. Mais leur visite a tourné au vinaigre : 150 collègues ont bloqué l'entrée du site. Le premier a du rester piteusement se terrer dans sa voiture. Moins courageux, le second s'est contenté d'annuler sa venue.

PSA : la grève continue

Mardi 5 février, les salariés PSA-Aulnay avaient organisé un rassemblement devant l'usine, avec des délégations de nombreuses entreprises, dont plusieurs de Renault, et avec le soutien de LO, du NPA, du PCF.

Il s'agissait de protester contre la menace de licenciement de plusieurs militants syndicaux animateurs de la grève. Ces attaques n'ont pas enrayé la combativité des salariés de PSA : cette semaine, ils poursuivent leur grève.

Rien ne sert de courir...

BFM se veut porte-parole du patronat français. Mais ses journalistes ne sont pas à l'abri d'une bourde : ils ont annoncé que la direction voulait terminer les accords de compétitivité avant l'annonce des bénéfices, de 7 % en 2012. Free Cash Flow positif, action en hausse à la Bourse (+ 12 % en janvier), 1,5 milliards récoltés grâce à la vente des actions Volvo, ventes record de Nissan en 2012 (+5,8 % par rapport à 2011), etc. Voilà des bonnes nouvelles pour les actionnaires. Pour nous, c'est clair : dans les caisses de Renault comme dans les poches de ses actionnaires, l'argent ne manque pas.

Qu'on s'en serve pour maintenir les emplois.

Dans le nettoyage aussi, Renault veut licencier

La direction des achats de Renault souhaite se débarrasser de TFN et le remplacer par Derichebourg. Une société qui envisage, avant même de reprendre de contrat, de supprimer l'équivalent de 3 000 heures, soit cinquante postes à temps plein sur le seul site de Guyancourt. Renault veut des sous-traitants à son image, qui sachent licencier aussi bien qu'elle et qui méprisent leurs salariés.

Pour les autres sites, dont Rueil, rien n'est encore précisé. Mais on peut s'attendre à la même tentative : moins d'emplois et plus de pression pour les salariés du nettoyage ; des locaux mal entretenus pour les Renault. À part si le plan prévoit que tous les Renault nettoient eux-mêmes leurs postes ?

La direction fait une opération « usine morte »

À Cléon, la direction a tout tenté pour que le mouvement de grève ne s'étende pas. Alors qu'un appel « usine morte » était lancé pour mardi 5, elle a envoyé les hiérarchiques le lundi pour imposer aux salariés de prendre des congés s'ils ne se mettaient pas en grève.

Un lock-out (fermeture de l'usine par le patron pour contrer une grève) à peine masqué, qui n'a pas entamé la détermination des grévistes.